

Extrait du registre des délibérations du conseil municipal :

Objet : Débat sur la protection sociale complémentaire des agents publics communaux

Séance du 3 février 2022

Convocation du 28 janvier 2022

Conseillers municipaux en exercice : 33

L'an deux mille vingt-deux, le trois février à 19 h 36, les membres composant le conseil municipal de la ville de Sceaux, dûment convoqués par le maire le vingt-huit janvier se sont réunis sous la présidence de M. Philippe Laurent, maire, à l'hôtel de ville, 122 rue Houdan

Etaient présents :

M. Philippe Laurent, Mme Chantal Brault, M. Jean-Philippe Allardi, Mmes Florence Presson, Isabelle Drancy, M. Philippe Tastes, Mme Sylvie Bléry-Touchet, M. Patrice Pattée, Mmes Monique Pourcelot, M. Christian Lancrenon, Mme Roselyne Holuigue-Lerouge, M. Jean-Pierre Riotton, Mme Annie Bach, MM. Frédéric Guermann, Théophile Touny, Mme Sakina Bohu, M. Emmanuel Goujon, Mme Axelle Poullier, M. Numa Isnard, Mmes Claire Vigneron, Corinne Deleuze, M. Konstantin Schallmoser, Mmes Catherine Palpant, Nadine Lacroix, M. Jean-Christophe Dessanges, Mmes Christiane Gautier, Maud Bonté, MM. Fabrice Bernard, Philippe Szykowski

Etaient représentés :

M. Francis Brunelle par M. Jean-Philippe Allardi,
Mme Sabine Ngo Mahob par M. Frédéric Guermann,
Mme Liliane Wietzerbin par M. Philippe Szykowski

Etait absent :

M. Xavier Tamby

Secrétaire de séance :

Théophile Touny

Les conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice, peuvent délibérer en exécution de l'article L 2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Ces formalités remplies,

Séance du 3 février 2022

OBJET : Débat sur la protection sociale complémentaire des agents publics communaux

Le conseil,

Après avoir entendu le rapport Philippe Laurent,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique territoriale et notamment l'article 3 alinéas 4, 5 et 6,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique ouvrant la possibilité aux employeurs de contribuer, à titre facultatif, au financement des garanties de protection sociale de ses personnels,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance du 17 février 2021 relative au financement obligatoire pour les employeurs d'une partie de la complémentaire « santé » et « prévoyance » souscrite par les agents,

Considérant l'avis du comité technique du 24 janvier 2022,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité

PREND ACTE qu'un débat s'est tenu sur la mise en place de la protection sociale complémentaire pour les agents publics communaux.

Et ont signé les membres présents

Pour extrait conforme

le maire



Philippe Laurent